

la suite de ce semblant d'élections qu'envisage actuellement l'administrateur général ne recevra jamais la reconnaissance internationale. Au lieu de jouir des avantages d'une association libre et étroite avec le reste du monde, vous ne ferez que multiplier les bains de sang et favoriser, à long terme, la destruction de tout ce qui vous tient à coeur. Il n'est pas trop tard, et j'espère sincèrement que tous les intéressés reviendront sur leur décision.

Afrique du Sud

En Afrique du Sud, les signes du danger sont bien visibles. En imposant un embargo obligatoire sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud en novembre 1977, le Conseil de sécurité invoquait, pour la première fois, les dispositions du chapitre VII de la Charte des Nations Unies contre un État Membre, ce qui confirme une politique appliquée volontairement par le Canada depuis 1963. Le recours au Chapitre VII a été à juste titre considéré comme une grave décision, qui n'a été prise qu'après une étude très sérieuse du problème et une évaluation soigneuse de ses répercussions. Cette décision reflète donc notre conviction selon laquelle la paix et la stabilité en Afrique australe continueront d'être menacées tant que sévira le régime d'*apartheid*.

Le Canada a également appuyé l'appel lancé aux gouvernements dans la perspective d'une réévaluation de leurs relations économiques avec l'Afrique du Sud. Cet élément n'a pas été intégré à une résolution du Conseil de sécurité, mais le Gouvernement canadien a néanmoins décidé de prendre certaines mesures. Ainsi, le 19 décembre 1977, par exemple, j'annonçais que le Canada mettait progressivement fin à ses relations commerciales avec l'Afrique du Sud et qu'il préparait un code de conduite destiné à régir le comportement des sociétés canadiennes opérant en Afrique du Sud. Nos rapports actuels avec l'Afrique du Sud continueront de faire l'objet d'une étude.

Zimbabwe

Mon gouvernement est fort préoccupé également par la situation qui règne au Zimbabwe. Nous avons espéré que le plan anglo-américain et les initiatives subséquentes du Conseil de sécurité mèneraient à un accord général. La solution de rechange n'a pas réussi et ce pays est maintenant plongé dans le sang et en proie à l'incertitude. La poursuite de la guerre aurait également les conséquences les plus graves sur la stabilité de la région dans son ensemble.

Il est évident que toutes les parties au conflit doivent se rencontrer sans tarder si l'on veut même pouvoir souhaiter un règlement pacifique à partir du plan anglo-américain généralement accepté. Le Canada continue d'espérer que le plan réussira et, le cas échéant, il serait disposé à offrir l'aide dont on aurait besoin.

Moyen-Orient

Nous avons tout lieu d'être réconfortés par les remarquables progrès enregistrés depuis un an vers une solution juste du conflit au Moyen-Orient. La visite historique du président Sadate à Jérusalem, il y a moins d'un an, et l'accueil chaleureux que lui ont réservé le premier ministre Begin et le peuple israélien ont connu une suite spectaculaire dans les accords du Camp David. Le Gouvernement canadien a félicité les présidents Carter et Sadate, ainsi que le premier ministre Begin, pour leur sagesse d'homme d'État. Les perspectives d'une paix réelle et durable sont maintenant bien meilleures, encore qu'il reste des problèmes graves à régler.